

Felipe GONZALEZ



DISCOURS
DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL
AU COURS DE LA CEREMONIE
D'OUVERTURE DE L'ANNEE ACADEMIQUE
AU COLLEGE D'EUROPE

BRUGES, 28 OCTOBRE 1985

Monsieur le Ministre
Monsieur le Recteur
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de remercier M. Coens de ses aimables paroles. Je suis convaincu qu'elles dépassent le cadre des relations personnelles pour embrasser l'Espagne et la Belgique, liées par de cordiales et d'excellentes relations d'amitié aussi bien entre nos peuples qu'entre leurs dirigeants.

Permettez-moi aussi, Monsieur le Recteur de vous remercier pour cette brillante évocation de Christophe Colomb, personnage clef non seulement dans notre histoire mais aussi dans l'histoire du monde.

Je souhaite également adresser mes remerciements à ceux qui m'ont donné la possibilité de m'adresser à vous au cours de cette cérémonie d'ouverture de l'année académique au Collège de l'Europe, ce qui m'a aussi permis de retrouver les rues et les cloîtres de cette belle ville de Bruges, si évocatrice pour nous tous.

Je veux manifester ici mon admiration pour la tâche accomplie par le Collège de l'Europe qui, pendant 36 ans, s'est dédié à la formation de la jeunesse européenne en **se basant sur** des idéaux de paix, coexistence et travail en commun. Deux cent Espagnols sont passés par les salles de cours du Collège de l'Europe et je constate avec plaisir qu'aujourd'hui, 34 Espagnols, le nombre de participants le plus élevé des différents pays, vont suivre le cours cette année. Nous sommes également heureux car le premier Commissaire, ancien élève du Collège de l'Europe, sera sans doute un Espagnol. Voyez-là, Monsieur le Recteur, l'expression de la volonté ferme de mon pays d'être totalement l'Europe et pour toujours.

Ces étudiants, tout comme nos émigrants et nos hommes d'entreprise dans les pays Européens ont été les précurseurs de l'Europe communautaire et en un certain sens les pionniers de la citoyenneté européenne.

Je ne peux manquer d'évoquer dans le cadre unique qui nous accueille aujourd'hui, la personnalité de l'un de vos fondateurs, Européen car Espagnol, Salvador de Madariaga, qui malgré la tristesse de l'exil, a pu arriver à partager l'esprit de ceux qui ont reconstruit l'Europe après le désastre de la seconde guerre mondiale. Les démocrates espagnols ont toujours identifié la lutte pour la liberté dans **leur** pays à l'idée de l'Europe. En effet, comme l'a dit Sa Majesté Don Juan Carlos, lors de la cérémonie de signature du **Traité** d'Adhésion, le peuple espagnol associe l'Europe aux principes de liberté, égalité, pluralisme et justice, que l'on retrouve dans la Constitution Espagnole.

C'est précisément ici, dans le cadre historique de Bruges, au coeur de la vieille Europe qui conserve l'écho de noms prononcés dans toutes les langues européennes, où les siècles ont laissé leur trace, sous forme de pierres et de briques, c'est précisément ici qu'il me semble adéquat de parler du futur: d'un futur commun pour douze vieilles nations européennes, d'un futur peut-être difficile, mais sans aucun doute, digne de notre réflexion et de notre travail, de notre illusion et de notre effort.

Il y a plus de trente ans, surgissait en dépit de l'ambiance de destruction et de mort un projet visant à la reconstruction de l'Europe, non pour les années suivantes mais pour les générations futures. Il y a donc plus de 30 ans que dans les recoins les plus isolés d'une Europe sur le point d'être asphixiée par ses propres contradictions et erreurs, des hommes pleins de souffrance et d'expérience, pleins de raison et passionnés par l'idée de la liberté rêvaient en français, en allemand, en italien, en néerlandais, en anglais et en espagnol

-oui dans notre langue aussi-, d'une Europe unie et libre, prospère et forte, sage grâce à sa tradition mais jeune par sa vitalité. Ces vétérans pleins de jeunesse, ces pères du projet européen occupent une place de choix dans notre mémoire car ils constituent un exemple, une grande leçon et une source d'inspiration pour nous tous. Parmi eux, aux côtés de personnalités comme Schuman, Spaak et Adenauer, il y avait déjà des Espagnols: libéraux comme Madariaga, socialistes comme Prieto, démocrates-chrétiens comme Jiménez Fernández.

Nous ne devons jamais oublier l'enfer dont sortaient les Européens au moment où ces hommes caressaient le rêve réalisable de cette Europe: non seulement de cette Europe mais également de l'Europe. L'on pensait peut-être alors que les choses iraient plus vite, que le processus serait plus rapide, plus agile. Cependant, c'est sur ce rêve que l'on a commencé à élaborer, dans les ruines d'une Europe déchirée les fondements de la nouvelle Europe solidaire.

Ce furent des années longues et difficiles. L'Europe des Six a dû franchir une multitude d'obstacles et surmonter de sérieuses difficultés avant d'atteindre ce point de non-retour que connaissent toujours les grands projets historiques. Il fallut ensuite apprendre à incorporer d'autres pays ayant des traditions et des structures différentes. Le passage de six à neuf et ensuite à dix a produit de graves tensions et nous sommes tous conscients de la sagesse et de la patience qui ont été nécessaires pour arriver à une Europe plus forte et consolidée. Les élargissements successifs ont donné à l'Europe communautaire une importance historique et un poids économique et stratégique orienté vers la Méditerranée et l'Atlantique, qui s'accroît aujourd'hui avec l'entrée de l'Espagne et du Portugal. C'est ainsi que pour le moment se complète la carte de l'Europe communautaire. Il faut maintenant s'occuper

de la construction de l'édifice politique, car nous ressentons tous, à un degré plus ou moins fort, la nécessité urgente de vivre sous un toit commun, fait de la volonté conjuguée de tous.

On a souvent dit que l'histoire de l'Europe ne peut être envisagée sans l'Espagne. Ceci est dû au fait que l'histoire et la culture espagnoles constituent un élément important de l'identité européenne, fait reconnu de manière unanime et illustré pour le moment en Belgique par la présence de la culture espagnole à Europalia 85. En profitant de cette présence culturelle espagnole, je voudrais réfléchir à voix haute sur les caractéristiques et les souhaits de l'Espagne qui s'incorpore maintenant à l'Europe.

Les Espagnols se présentent dans la communauté Européenne résolus à manifester un esprit des plus ouverts pour canaliser et résoudre nos problèmes communs. Cet esprit, si vous me permettez l'expression, n'étant pas encore contaminé par les querelles bureaucratiques ou techniques des institutions, peut constituer un facteur positif pour les réformes indispensables de la communauté Européenne. Puisse-t-il représenter, comme l'on dit certains responsables communautaires, une bouffée d'air frais sur l'atmosphère communautaire parfois raréfiée.

Les Espagnols apportons aussi à une Europe que nous voulons forte et ouverte aux réalités du monde, la dimension de siècles d'histoire et de culture partagés avec le monde latino-américain, qui 'se sont convertis pour cette raison en élément de notre propre identité.

Nous arrivons à l'Europe communautaire pleinement conscients d'avoir accompli un voyage sans retour et convaincus de ce que l'avenir de cette communauté à laquelle nous souhaitons contribuer est indissociable de notre propre futur. Nous partageons donc le destin de l'Europe, ses possibilités et les risques qui, à partir d'aujourd'hui, seront les nôtres.

Certains ont dit qu'une communauté de douze sera plus difficile à ériger qu'une communauté de dix. On court le risque, disent les plus pessimistes, de paralyser le mécanisme, ou même de le faire éclater. Cette opinion n'est pas sans importance. Je pense qu'elle mérite réflexion. En effet, la complexité des questions à résoudre augmente sans nul doute, il en va de même pour le nombre de décisions à prendre, pour la nécessité d'éviter certains dérèglements qui, en raison de l'élargissement à douze peuvent être plus fréquents ou plus graves. D'autre part, le mécanisme de gestion doit être plus agile et plus efficace et partant, à besoin de plus d'élan politique et de contrôle démocratique. Si l'on ne dote pas la Communauté d'instruments politiques capables de répondre à cette demande de décision et cette exigence de contrôle et d'intervention, si l'on ne renforce pas le pouvoir politique des organes supérieurs de l'exécutif européen et parallèlement si l'on n'augmente pas les pouvoirs du Parlement Européen, on peut considérer que la Communauté est arrivée à un moment de croissance difficile à résoudre par une simple augmentation de la bureaucratie. De plus, ces dernières années, l'idée de l'Europe, le défi européen, a peu à peu perdu son impulsion, s'est peu à peu éteint en raison de la complexité de la machine administrative, et même du caractère quotidien des progrès, du succès, si l'on veut, du processus communautaire.

Peu d'Européens se souviennent aujourd'hui de l'Europe telle qu'elle était avant la Communauté. Cependant en faisant un effort d'imagination, il n'est pas difficile d'entrevoir où seraient aujourd'hui l'agriculture française, l'élevage hollandais, le dessin industriel italien et l'électronique allemande s'ils avaient dû se développer dans une Europe hérissée de barrières douanières, vulnérable -parce 'que divisée- à cause de toutes les tentations de manque de solidarité. Aujourd'hui, la première puissance commerciale du monde pourrait se convertir en un éventail de vieilles nations appauvries, triste image d'une grande famille décadente, habitant une vieille demeure peu accueillante.

Aujourd'hui, cette Communauté économique, si peu propice à provoquer l'enthousiasme, si peu inspiratrice d'idéaux et de volontés collectives, cette réalité commerciale que l'on banalise, a obtenu la suppression presque complète des frontières sur son territoire, son autosuffisance agro-alimentaire, une puissance industrielle indéniable, une capacité économique et commerciale sans égale dans le monde. Je comprend pourtant que cela ne provoque pas l'enthousiasme. La vie quotidienne, confortable et relativement sûre telle qu'on la vit en Europe Occidentale est considérée comme un fait normal sans que cela ne surprenne ni émerveille aucun de ceux qui, dans cette partie de la planète, un peu plus de 5% de l'humanité, vivent librement, mangent même de manière excessive, dorment en jouissant d'une sécurité plus que relative, sont protégés par une justice en général équanime et diligente et trouvent des sources de satisfaction culturelle abondantes, variées et peu coûteuses. Une vie de ce genre n'éveille de sentiments passionnés que chez celui qui n'en jouit pas. L'Europe souffre souvent de la lassitude de **son confort** et ceci en cette période de crise profonde qui

nous fait passer de la société industrielle ou post-industrielle à la société cybernétique.

La révolution technologique, dont les principaux foyers se trouvent au Japon et aux Etats Unis, nous surprend en Europe ayant des réactions lentes, manquant de volonté dans l'effort. Je comprends jusqu'à un certain point le manque de dynamisme de certains secteurs européens et la désillusion des jeunes en Europe. Je les comprends mais ne les partage pas. Ni le confort, ni l'erreur, peut-être, de ne pas avoir su transmettre l'ambition d'un projet tel que celui de l'Europe aux jeunes européens, aux générations qui ont surgi après les années soixantes, ne sont des justifications suffisantes. Je ne les partage pas car l'enjeu est très important aujourd'hui. Si l'Europe Occidentale est en train de vivre des années décisives: soit elle participe à la révolution qui se déroule, soit malgré ses efforts pendant des lustres, elle finira par ressembler à la grande famille de peuples décadente dont j'ai parlé auparavant.

Madariaga disait "il faut penser à l'Europe avant de la faire". Cette réflexion s'appliquait sans nul doute à une époque où le calme et la sérénité n'avaient pas été remplacés par la frénésie de la vie actuelle. Aujourd'hui, que cela nous plaise ou non, nous sommes condamnés à faire l'Europe pendant que nous la pensons. Nous ne pouvons pas attendre que surgissent des idées brillantes pour mettre les engrenages en mouvement.

Néanmoins, la nécessité de l'action ne doit pas nous conduire à des élans aveugles. Nous avons besoin d'un idéal, si l'on veut d'une utopie réalisable, pour contradictoire que cela paraisse. Dans ces conditions, nous pourrons relever les trois grands défis qui se présentent à nous: le défi politique, le défi socio-économique et le défi technologique et culturel, auxquels nous devons faire face de manière inéluctable.

Si nous voulons progresser sur la voie de l'intégration politique il est indispensable tout d'abord, de supprimer la fausse contradiction entre intérêt national et intérêt communautaire. Nous ne pouvons pas donner la raison à ceux qui affirment que le nationalisme est réaliste, alors que l'intégration est idéaliste.

Il est vrai qu'aujourd'hui un Etat national est à la fois petit pour certaines fonctions et trop grand pour d'autres, symptôme d'une double crise d'Etat-Nation: crise de supranationalité et d'intranationalité bien que pour le moment nous nous refusions à les voir. Cependant, la solution ne réside pas dans la renaissance de nationalismes sentimentaux et passés de mode. Votre ancien Recteur, Henri Brugmans, personnalité de l'européisme disait que "le nationalisme voudrait demander des sacrifices aux autres, et pas à lui-même". La voie à suivre pour construire l'Europe n'est donc pas celle des nationalismes myopes.

Si nous voulons progresser, il faut le faire en étant conscients que l'Europe communautaire, et plus encore l'union européenne du futur implique l'exercice en commun de nos souverainetés nationales.

En tous cas, la pleine intégration ne sera possible que quand tous les Européens seront convaincus que les intérêts nationaux authentiques s'identifient à l'intérêt communautaire, car à ce stade, les solutions isolées ne trouvent pas leur place.

A mes yeux, en tant qu'Espagnol, un siècle et demi d'hypernationalisme et d'hyperprotectionisme a eu pour seules conséquences l'isolement politique, les tendances autoritaires, le retard économique et l'introversion. Ceci explique notre volonté de trouver des solutions communes et partagées qui nous éloignent définitivement des vieux démons du passé.

Les problèmes qui affectent actuellement la Communauté sont connus de tous: le dernier conseil européen de Milan les a mis en relief.

L'élargissement a l'avantage de faire affleurer les problèmes existants et de faire apparaître la nécessité d'un saut qualitatif dans la construction européenne. Comme je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, l'Espagne n'est pas et ne sera pas un obstacle sur le chemin de l'intégration communautaire. L'Espagne est disposée à avancer, en se fixant l'union européenne pour but, non comme simple chimère, mais comme objectif nécessaire à notre propre avenir, celui de chacun des Etats-membres.

Cette volonté obligera notre pays à accomplir un énorme effort de modernisation de ses structures ce qui implique un sacrifice plus grand que celui qu'ont dû réaliser, à l'époque, les Etats-membres actuels. Cependant, nous le ferons étant convaincus que notre propre avenir et notre appartenance à la Communauté l'exige et partant, nous sommes sûrs que celle-ci saura aussi répondre par une solidarité politique et économique indispensable, sans nous imposer des conditions supplémentaires impossibles à assumer pour notre système socio-économique.

C'est dans cette conviction que nous appuyons les initiatives en cours pour améliorer le fonctionnement institutionnel, conscients de la nécessité d'améliorer l'efficacité et à la fois la démocratisation de nos institutions. Il est essentiel d'arriver à une plus grande agilité des mécanismes de décision au Conseil, en ayant recours plus fréquemment à la majorité simple ou qualifiée.

Il est également indispensable de revoir le rôle de la Commission à la lumière des Traités fondateurs et de renforcer sa capacité exécutive et ses pouvoirs de gestion. Il ne semble pas rentable d'un point de vue économique, ni souhaitable d'un point de vue politique, que la Commission se transforme en organe d'expression d'une opinion exclusivement technique et bureaucratisée.

Ce n'était pas son rôle et ne doit pas le devenir.

Finalement, il faut donner une plus grande importance au Parlement Européen, dont l'élection directe au suffrage universel constitue l'un des symboles de la démocratie européenne. Nous sommes tous conscients des difficultés existant pour agir dans ce

sens puisqu'il n'y a pas de correspondance politique entre la composition du Parlement Européen et celle des exécutifs communautaires. Malgré tout, avec imagination et volonté politique, des formules satisfaisantes pourront être trouvées.

Je suis également convaincu qu'il est nécessaire que la communauté progresse sur le chemin de la coopération politique et nous l'avons dit lors de la conférence Intergouvernementale. Nous avons besoin d'une systématisation et organisation de la coopération politique qui nous conduise à une coordination croissante de la politique extérieure des douze, en arrivant aussi loin que possible, y compris aux systèmes de sécurité et de défense.

Il faudrait une instance exclusivement européenne où nous pourrions traiter des problèmes de sécurité concernant exclusivement les Européens. Une instance européenne où l'orientation de la politique extérieure s'inspirerait des grandes lignes du droit international né dans notre continent et aujourd'hui menacé de façon permanente par une spirale de violence qui peut nous conduire à une situation d'insécurité, chaos et manque de défense.

Le perfectionnement de la démocratie politique ne peut nous donner satisfaction que s'il va de pair avec la volonté de répondre au défi socio-économique. Cela implique que, outre les voies d'intégration politique, la communauté trouve de nouveaux cadres d'action et de nouveaux horizons économiques et sociaux. D'une part, il faut que la Communauté se fixe des délais pour atteindre les objectifs marqués dans les Traités mais jamais entrepris réellement et d'autre part, la communauté doit élargir le cadre de ses activités en ayant des compétences en matière d'environnement, de recherche scientifique et technologique et d'autres qui s'avèrent nécessaires pour augmenter sa cohésion interne et son rôle au service des citoyens et des peuples européens.

Il est nécessaire que l'Europe démocratique et communautaire, possédant déjà des traditions culturelles et des progrès historiques, cherche maintenant un nouveau modèle de développement socio-économique, différent de celui des Etats Unis et du Japon. Nous pouvons retenir des éléments positifs de ceux-ci, à condition qu'ils soient assimilables par la mentalité et la manière d'être européennes.

Malgré les efforts des uns et des autres, de grandes inégalités subsistent dans nos sociétés, il existe encore des systèmes de domination par des groupes puissants, le chômage touche un large secteur de la population, particulièrement les générations les plus jeunes, le niveau de vie et de l'environnement ne s'améliorent pas comme nous le souhaiterions. Tout cela indique la nécessité impérieuse d'accéder à un nouveau modèle économique plus efficace et plus juste, qui nous permettra de rattraper le retard que nous sommes en train de prendre par rapport à d'autres régions du monde.

Ce modèle ne pourra être atteint que dans un cadre européen. Seule l'intégration nous permettra de progresser et seul le progrès rendra l'union européenne possible.

La voie européenne vers le développement économique doit être tracée dans le sens d'une nouvelle concertation sociale, d'un système où la liberté et la flexibilité des entreprises soient complétées de façon adéquate par des modes de participation progressive des travailleurs aux processus de décision.

La Communauté doit faire un effort d'imagination pour présenter des formules acceptables pour tous les agents de la vie économique et comportant des sacrifices raisonnables. Les défauts réels de notre système, les dangers qui menacent la charpente européenne, nous obligent à démocratiser notre économie, qui n'a peut être pas été suffisamment adaptée à la démocratie politique.

Je voudrais vous faire part d'une réflexion: si nous ne sommes pas capables de stimuler les jeunes, en leur ouvrant des voies et des horizons dans le monde du travail, si nous ne sommes pas capables de créer pour eux des systèmes raisonnables du point de vue économique et des modèles de coexistence sociales d'une dimension humaine, nous courons le risque de les pousser vers les dangereux chemins de l'indifférence et de la marginalité.

Je voudrais aborder le troisième et dernier défi que nous devons relever: celui de la culture et de la technologie. La culture, dans le sens large du terme, en tant que promotion de toutes les valeurs inhérentes à l'être humain, et non en tant qu'accumulation de savoir traditionnel. La culture pour le progrès collectif qui sous-entend la protection efficace des droits de l'homme et qui exige des efforts de la part de nous tous pour supprimer des phénomènes dégradants tels que la xénophobie et le racisme.

Une véritable culture, de promotion intégrale, qui exige une action coordonnée. Dans ce but, la Communauté doit collaborer avec d'autres pays européens et d'autres institutions comme le Conseil de l'Europe, qui réalisent d'importants efforts aussi bien dans le domaine de l'enseignement que dans le domaine de la culture.

Toutes les institutions qui encouragent les valeurs culturelles et donc le rapprochement des peuples d'Europe, doivent pouvoir compter sur notre appui en définitive, elles contribuent aux valeurs de la démocratie, du pluralisme, de la liberté et de la justice, qui sont, nous le savons tous, les valeurs de l'Europe par excellence.

Nous nous trouvons dans une situation incertaine et presque dramatique, car nous pressentons le futur qui nous attend mais personne n'ose le concrétiser. Notre société occidentale va connaître de grandes transformations et il est évident que la révolution technologique provoquera une nouvelle division du monde, d'une part les sociétés capable d'assumer pleinement le monde moderne et d'autre part, celles qui ne participeront pas à ce processus, bien qu'il soit impossible pour le moment de prévoir les conséquences, même pour celles qui le feront.

L'Europe de la technologie et de la science est une nécessité inéluctable si l'on veut orienter correctement cette transformation de nos sociétés. Notre idée de ce futur technologique comprend le développement intégral de la société dans lequel les progrès de l'industrie et de la recherche se résument en un effort de solidarité, rendant la tâche des hommes plus humaine et améliorant la qualité de vie quotidienne des Européens.

Ce sont les défis présent et futurs que les Espagnols sont disposés à relever avec les autres citoyens de la Communauté Européenne. Je pense qu'il s'agit d'une responsabilité historique, aussi importante que celle qu'assumèrent les fondateurs de l'Europe Communautaire après la seconde guerre mondiale.

Je veux souligner que les Espagnols entrent dans la Communauté pour construire en commun un futur de liberté et de progrès par une Europe unie; que les Espagnols avons encore présentes à l'esprit les blessures que cause le manque de liberté et que cela les pousse à redoubler d'efforts pour faire de l'Europe un lieu sûr, d'autant plus sûr que libre; que pour respecter cet engagement de construction politique de l'Europe dans la liberté, l'égalité, la justice et la sauvegarde de sa sécurité, les Espagnols assumeront avec décision et le sens de la responsabilité la tâche qui leur correspondra. Mais je voudrais également vous faire part d'un souhait. Les Espagnols se présentent dans une communauté déjà établie, interdépendante dans le domaine économique.

La gestion agricole, industrielle et surtout commerciales de L'Europe communautaire peut être qualifiée d'assez efficace. Je n'oublie cependant pas les difficultés et frustrations qui sont comme le disait récemment le Président de la Commission à Madrid "Les petits malheurs qui forment le bonheur". Les Espagnols arrivent dans la Communauté au moment d'une crise profonde qui oblige à changer les costumes politiques et les modes de production du monde entier. Il s'agit d'une crise douloureuse et longue mais qui doit également être une crise féconde comme l'ont été les véritables crises de l'histoire. Le moment est venu de faire appel à la réflexion et l'imagination, aux idées à la création et à la décision, le moment est venu d'éliminer ce qui est passé et d'accueillir ce qui est en train de naître.

Le moment est venu de faire place aux jeunes. L'intention des Espagnols est d'apporter cette confiance et cet espoir & l'Europe d'aujourd'hui, pour qu'ensemble nous puissions construire L'Europe meilleure de demain. Nous avons le temps et l'expérience de notre côté nous avons les connaissances et les moyens nécessaires. Ayons donc la volonté, ayons l'intention de faire de l'Europe ce moteur, cette force capable d'accélérer l'histoire de la libération de l'homme.

Le grand européiste P.H. Spaak disait "La réalité de demain est aussi importante que celle d'aujourd'hui et celui qui ne rêve jamais ne construira rien qui soit véritablement important. Si les Européens d'hier avaient seulement été réalistes rien de ce qui, aujourd'hui, constitue l'Europe de demain n'existerait".

A cette phrase de Spaak, je me permettrais d'ajouter ici: si les démocrates espagnols en exil ou dans la clandestinité pendant la dictature n'avaient pas rêvé; si les Espagnols, depuis le Roi jusqu'au plus humble des citoyens, pendant la transition politique, n'avaient pas rêvé **dun** système démocratique de coexistence ; si le peuple espagnol, dans son immense majorité n'avait pas exprimé sa foi et son espoir **dans** le futur de l'Espagne dans l'Europe; si personne n'avait rêvé, cette rencontre d'aujourd'hui n'aurait pas eu lieu.

Chers amis, si notre futur commun n'existe pas encore, notre présent existe, et c'est sur ce présent vivant et plein d'espoir que je vous invite à construire ensemble l'Europe de demain.

Merci beaucoup.